

INJEP NOTES & RAPPORTS

RAPPORT D'ÉTUDE

■ Septembre 2023

■ INJEPS-2023/08

# Les jeunes activistes dans le(s)mouvement(s) climat

## SYNTHÈSE

LAURENT LARDEUX

■ chargé d'études et de recherche, INJEP

L'engagement des nouvelles générations en faveur du climat tend à prendre une place croissante à la fois dans l'espace médiatique par l'attention accrue portée ces dernières années à ce sujet et, dans le champ politique, à travers les réponses apportées, ou espérées, aux nombreuses interpellations des collectifs qui composent ce qu'il est convenu d'appeler le « mouvement climat<sup>1</sup> ». S'agissant en revanche des connaissances scientifiques sur des aspects plus enfouis de l'action collective et sur les modalités pratiques de sa mise en œuvre, ses finalités et ses difficultés, l'analyse demeure encore parcellaire. C'est ainsi que l'aspect parfois spectaculaire des actions menées par les activistes (désobéissance civile, marches, occupations de places, blocages de routes, etc.) agit comme une force d'attraction sur ce qui se donne instantanément à voir et à entendre dans le cours des mobilisations, lesquelles, nécessairement circonscrites dans le temps et dans l'espace, incitent à ranger du côté du spontané, du provisoire, du désordre ou du pathologique des engagements qui incarnent pourtant des transformations générationnelles plus profondes dans le rapport que les jeunes citoyens entretiennent désormais avec la vie politique et démocratique.

La présente enquête conduite par l'INJEP entre 2021 et 2023 s'est précisément donné pour objectif de dépasser l'ordre du singulier, du « coup de force » ou de l'action médiatique des jeunes activistes engagés dans la lutte contre le réchauffement climatique pour renouer avec une analyse de la « routine militante ». Elle a moins cherché à porter le regard sur l'action spectaculaire que sur la mobilisation « en train de se faire », sur le travail de structuration de ces collectifs, des négociations à l'œuvre dans le travail de cadrage de l'action collective, des controverses également qui les animent et qui contribuent aussi à déconstruire l'image monolithique entretenue sur un mouvement en réalité extrêmement hétérogène. Différentes lignes de démarcation sont ainsi apparues au fil de l'enquête, qui portent sur la place de la désobéissance civile et le type d'action à employer pour trouver le juste équilibre entre la « sensibilisation douce » à destination des citoyens et l'« interpellation dure » à l'endroit des décideurs ; sur le degré et le type de négociation avec les élus entre crainte de « récupération » du mouvement et aspiration à des articulations renouvelées avec le champ de la politique traditionnelle ; sur les relations intergénérationnelles entre préservation et nécessaire reconstruction ; sur la place de l'« éco-anxiété », enfin, entre risque perçu de dépolitisation et dynamique possible d'engagement.

Enquêter sur ce type de terrain, c'est donc entrer dans un univers de pratiques et de valeurs citoyennes et politiques où se définissent les nouvelles aspirations démocratiques des générations à venir, d'autres façons d'habiter le monde et d'y négocier sa place sociale et politique, de se construire politiquement en relation, ou en opposition avec les générations qui les précèdent. Au-delà des lignes communes, obtenues parfois au prix de longues discussions et réflexions collectives se donnent également à voir des lignes de clivage entre activistes sur les modalités d'action à initier, sur les relations à engager avec des représentants de la vie politique, ou encore sur la place à accorder à l'« éco-anxiété » dans leurs modalités d'engagement.

L'objectif de cette recherche était donc d'entrer dans le « cœur du réacteur » à travers une approche « par le bas », à partir de 52 entretiens biographiques réalisés auprès d'activistes répartis dans 17 villes, 11 régions de la France hexagonale et dans 12 collectifs différents (Extinction Rebellion ; Youth for Climate ; Alternatiba ; ANV-COP 21 ; Dernière rénovation ; France Nature Environnement ; L'accélérateur de mobilisation ; Notre Affaire à Tous ; Zéro Waste ; Terres de luttés ; Les amis de la Terre). À travers

---

<sup>1</sup> Sil est en effet possible de repérer des caractéristiques communes à l'ensemble des collectifs engagés dans la lutte contre le dérèglement climatique (gouvernance horizontale, absence de centre directeur, diversification de modes d'action, souplesse de l'engagement), le « mouvement climat », malgré l'emploi fréquent du singulier, est en réalité davantage un « mouvement de mouvements » regroupant non seulement des structures de mobilisation diversifiées, mais aussi des orientations sur les types d'action à engager et les acteurs politiques, économiques ou institutionnels à interpellier pouvant être fortement divergentes.

l'étude de leurs carrières militantes, de leur enfance/adolescence dans le cadre de leur socialisation politique acquise dans différentes instances de socialisation (famille, école, réseaux de sociabilité) jusqu'à leur engagement effectif dans les collectifs, il s'est agi d'appréhender à la fois les conditions d'entrée dans le mouvement et les « coûts » symboliques éventuels, mais aussi les craintes et les espoirs que suscitent ce type d'engagement parfois à « haut risque » lorsque certaines actions et orientations se durcissent. L'approche microsociologique développée a visé aussi à saisir, à un niveau plus global, les lignes de force qui structurent les collectifs ou qui les divisent, à la fois en interne comme dans les relations engagées dans le réseau des groupes locaux.

## Socialisation politique et premiers pas dans le mouvement

Plus souvent diplômés, issus de classe sociale supérieure et de parents déjà politisés, les jeunes activistes du mouvement climat présentent des profils sociodémographiques qui interrogent sur les mécanismes d'entrée dans ce type de mouvement, leurs « coûts » symboliques éventuels, le sentiment de compétence nécessaire pour intervenir dans le champ de l'engagement pour le climat et l'inégale distribution de ces dispositions sociales et scolaires.

L'enquête fait ressortir le rôle essentiel joué par l'univers familial dans l'entrée dans le mouvement. La socialisation politique acquise dans l'environnement familial peut se faire par « *identification* » à travers une mise en conformité des valeurs politiques, sociales, économiques soutenues par l'activiste avec celles en circulation dans la sphère intrafamiliale ; elle peut se construire par « *expérimentation* », dans le cas d'un désalignement politique entre parents et enfants impliquant dans certains cas frictions et tensions ; elle peut enfin s'élaborer par « *inversion* » en venant perturber la transmission habituellement descendante de parents politisés vers leurs enfants dépolitisés, en renversant les rôles familiaux et les champs de compétences habituellement attribués à chacun d'eux. Ces différentes logiques n'apparaissent pas stables dans le temps mais peuvent évoluer, se cumuler ou se succéder au fur et à mesure des événements biographiques.

La socialisation politique acquise par ces activistes ne pourrait toutefois se restreindre à la seule sphère familiale. Elle nécessite d'être élargie à l'espace scolaire qui a également permis à certains d'entre elles et eux d'exercer des fonctions de représentation, ou dans d'autres cas, de faire leurs premières armes dans l'action collective et la mobilisation. L'organisation des marches et des « grèves scolaires du vendredi », ou la rencontre de groupes de pairs avant ou pendant l'engagement contribuent également à enclencher différents parcours dans l'action militante. Mais dans les deux cas, que ce soit en coopération ou en opposition avec l'institution scolaire, ces différents engagements fourniront à de nombreux activistes les premières expériences de la pratique politique formelle, alternative et/ou contestataire.

L'engagement des jeunes activistes du mouvement climat n'est par ailleurs pas réductible à une simple transmission mécanique réalisée à partir d'univers familiaux, scolaires ou amicaux favorables à l'engagement. Des conditions structurelles et macrosociales particulières en lien soit avec des événements climatiques, la publication de rapports scientifiques, des sommets internationaux peuvent aussi contribuer à inciter des jeunes à participer à des collectifs. Ce niveau structurel n'est bien sûr pas incompatible avec des explications d'ordre plus personnel en lien avec les parcours biographiques de ces jeunes, ces deux dimensions, structurelle et personnelle, macro et microsociale, se trouvant au contraire fortement liées entre elles, notamment par l'intermédiaire des « facilitateurs » jouant un rôle central dans la mise en cohérence entre ces deux niveaux. Ces derniers concernent d'abord les réseaux amicaux qui peuvent faire figure d'intermédiaires entre les futurs activistes et les mouvements, mais

aussi les réseaux sociaux par les échanges d'informations sur le dérèglement climatique, par la diffusion de vidéos de certaines personnalités militantes, par les nouvelles connaissances scientifiques sur le sujet, ou par le développement d'un espace de contestation horizontal et décentralisé favorisant l'entrée de certains activistes dans le mouvement climat.

## Une gouvernance horizontale en structuration

Aux structures verticales, hiérarchiques et bureaucratiques des mouvements traditionnels, les collectifs du mouvement climat préfèrent des modèles de gouvernance horizontaux et souples et favorisent des modes d'organisation dans lesquels chaque membre peut revendiquer un droit à la parole. Ces collectifs se constituent sans organisation centralisée et s'appuient sur des réseaux relativement autonomes, qui n'aboutiront pas à une institutionnalisation de leur gouvernance. Ce modèle diffère en cela sensiblement des mouvements plus anciens pouvant apparaître au départ de manière spontanée mais évoluant rapidement vers des structururations plus hiérarchisées, en lien avec des syndicats ou des partis politiques.

En dépit de cette tendance générale, diverses nuances et applications restent toutefois observables sur le terrain pour organiser et ordonner le mouvement :

- Dans la mesure où l'adoption de modèles horizontaux de gouvernance ne peut se faire sans structuration préalable des liens qui unissent les différents activistes, cette situation implique une diversité d'approches pouvant varier non seulement dans le temps, selon l'expérience acquise au fur et à mesure des actions engagées, mais aussi dans l'espace, selon les groupes locaux et les contextes spécifiques des territoires où s'organisent des actions collectives. De ce point de vue, il serait impossible de présenter des modèles de gouvernance qui seraient spécifiques à un type de collectif, puisque leurs différentes déclinaisons locales et le refus d'imposer un mode de fonctionnement à l'ensemble du réseau contribuent à la diversification des organisations propres à chaque groupe local.
- Par ailleurs, en même temps que certains principes généraux d'organisation horizontale sont défendus par la plupart des activistes, un certain nombre de limites sont régulièrement formulées, que ce soit en termes d'efficacité dans les prises de décision, ou dans la survenue, malgré le souhait d'une égalité entre chaque membre, d'une « élite » jugée illégitime par certains membres des collectifs. Le consensus autour des principes d'horizontalité n'exclut donc pas certaines velléités de la part d'activistes souhaitant à l'inverse s'octroyer une plus grande place dans les prises de décision.

Un mode d'organisation défini comme horizontal implique par ailleurs des degrés différents de structuration des relations entre militants, et de leur capacité, selon le rôle pris dans le réseau, à faire circuler l'information au-delà des groupes préalables d'interconnaissance :

- certains collectifs vont ainsi fonctionner principalement par une circulation informelle, sans bureau centralisateur et/ou canaux d'information plus officiels, des militants du collectif qui vont jouer le rôle de liaison entre les différents sous-groupes qui le compose ;
- d'autres vont davantage défendre l'idée d'une horizontalité plus fortement structurée en soulignant l'importance de convenir de certaines règles de fonctionnement strictes et de s'appuyer sur des outils participatifs qui ont fait leurs preuves dans d'autres mouvements, ce qui va permettre ensuite de faciliter la coordination entre sous-groupes ou antennes locales.

Souvent souhaitée et défendue par la plupart des militants rencontrés, l'organisation horizontale n'en demeure pas moins sujette à caution, fragilisée dans certains cas par la légitimité, naturelle ou autoproclamée, obtenue par certains sympathisants du mouvement. Mais sa remise en cause provient le plus souvent de l'extérieur, d'organismes ou de fondations qui, tout en souhaitant apporter leur soutien, notamment financier, les incitent à rendre plus visible la structuration interne du mouvement. L'accès aux subventions ou aux ressources de fondations internationales est en effet bien souvent conditionné à l'existence d'une structure stable apte à s'insérer dans certains champs des politiques publiques ou en mesure de répondre aux appels d'offres.

## Jeux d'échelle et échanges réciproques entre dimensions locales, nationales et internationales

L'une des particularités du mouvement climat et des différents collectifs qui le composent porte sur l'importance accordée, sans doute plus que pour tout autre mouvement, au jeu d'échelle entre les dimensions locales et globales de la contestation et, à travers ce jeu d'échelle, aux diverses ramifications qui peuvent se mettre en place dans les réseaux de lutte. Bien qu'agissant sur des terrains parfaitement localisables (projet de construction de mégabassines, d'autoroutes, de centre commerciaux, sites d'enfouissement de déchets nucléaires, entrepôts Amazon, cimenteries, etc.), les collectifs n'en restent pas moins organisés en réseaux globaux permettant de réunir sur un même lieu des activistes de différentes régions du pays ou du continent.

La sensibilité des activistes engagés sur le climat pour l'adoption d'un horizon d'action transnational ne doit pas être vue comme une opposition à des actions tournées vers des dimensions locales. Il semble bien au contraire que la théorie des vases communicants selon laquelle un système de valeurs cosmopolites se ferait au détriment de mode d'action, de réflexion et de sensibilité pour le niveau local ou national ne se vérifie pas auprès d'une large majorité de jeunes activistes rencontrés. Les activistes affirment davantage ressentir une diversité d'appartenance, à la fois « locale » et « globale », ancrée dans des territoires de luttes où se construisent des liens interpersonnels entre activistes, et tournée vers des sentiments d'appartenance cosmopolites libérés des carcans des États-nations.

Toute la difficulté pour des mouvements ayant une dimension nationale, voire internationale, et se définissant comme décentralisés consiste en la consolidation d'un maillage entre les différentes antennes sans passer par une médiation qui établirait des relations hiérarchisées entre le « centre » et la « périphérie ».

## « Radicalisation » ou diversification des régimes d'action ?

Malgré un durcissement des modes opératoires constaté entre le début et la fin de l'enquête (2021-2023), les activistes engagés dans le mouvement climat ne se placent pas en situation de rupture vis-à-vis de la société d'appartenance et du pouvoir politique (au sens premier de la radicalité) mais s'adressent directement aux acteurs des institutions de la vie démocratique et politique, à travers des actions de protestation qui restent, dans leur très large majorité, non violentes, qui ne relèvent pas du sabotage, ne génèrent pas de victimes et occasionnent très peu de dégâts. Il s'agit principalement de troubles à l'ordre public : projection de soupe sur des vitres de protection, manifestation au cours d'événements sportifs ou blocage d'autoroutes ou de périphériques, occupation de places, de sites industriels, etc.

En cela, pour de nombreux militants, le terme de « désobéissance civile » semble inapproprié et ils lui préfèrent l'expression de « résistance civile », dans la mesure où il n'y a pas d'insoumission à l'égard d'une loi, mais plutôt des actions collectives de résistance en vue d'infléchir de nouvelles orientations politiques et de tenter de faire advenir de nouveaux engagements de la part des élus pour limiter le réchauffement climatique. Ils n'ont pas l'impression de refuser de se soumettre à une loi, mais d'en demander de nouvelles, ce qui les éloigne fortement du sens premier de la radicalité.

Les modes d'action employés par chacun des collectifs s'avèrent par ailleurs davantage cumulatifs qu'exclusifs, et s'inscrivent beaucoup plus dans un continuum des modes d'investissement avec des gradations qui mettent à mal l'opposition stricte et binaire entre militantisme « ordinaire » et militantisme « radical ». Si un durcissement de l'action militante s'observe sur le terrain, le tournant se justifie pour de nombreux activistes par l'insuffisance perçue des écogestes et la nécessité d'agir à un niveau plus large pour produire des effets sur le degré d'engagement du pouvoir politique, ce qui requiert de ce fait selon elles et eux des modalités d'interpellation plus contestataires.

La plupart des activistes engagés dans des actions de désobéissance civile ont connu une progression par étape vers un engagement plus protestataire, parfois à haut risque et nécessitant un investissement personnel graduellement plus important. Les processus d'engagement vers des formes d'activisme plus dures et moins conventionnelles font généralement apparaître des mouvements dynamiques et progressifs, plutôt que des « basculement » brutaux vers des actions de désobéissance civile.

Bien que bénéficiant d'un important soutien parmi les activistes, le tournant vers des actions moins conventionnelles a toutefois fait apparaître quelques voix discordantes au sein des collectifs. La crainte des effets négatifs de certaines actions agit à la fois à un niveau individuel, à travers les risques encourus par les activistes, et à un niveau plus collectif – à travers l'image dégradée auprès des citoyens que pourrait engendrer cette posture plus conflictuelle du mouvement climat.

## Convergence des luttes ou divergences sur les rapprochements ?

La diffusion du mouvement climat au-delà du groupe social et/ou de sa revendication initiale, dans un cadre national, voire international, est un cas d'école autant espéré par les contestataires que redouté des pouvoirs publics, qui craignent l'effet « boule de neige » de la contestation comme ce fut le cas dans nombre de mouvements insurrectionnels parvenus à trouver un horizon commun de luttes parmi la constellation d'acteurs engagés et de causes défendues.

Plusieurs coalitions et réseaux de relations entre différents collectifs du mouvement climat se sont récemment mis en place :

– *Avec le mouvement des Gilets jaunes* : la montée en généralité progressive sur la question de la justice, avec dans un second temps, ses différents dérivés tels que la justice *sociale*, justice *climatique*, voire justice *démocratique*, a facilité les rapprochements entre deux mouvements composés de militants qui, au-delà de leurs différences sociales, ont en commun le sentiment d'une faible prise en compte de leurs préoccupations et aspirations politiques et partagent le constat d'une exacerbation des inégalités (qu'elles soient sociales, environnementales, économiques). Les valeurs de justice ont alors été réaffirmées dans les deux mouvements contre le risque de leur étiolement, leur banalisation ou leur dénégation, de façon non seulement à faciliter les rapprochements au-delà de la base militante de départ, mais aussi à s'entendre collectivement sur une cible commune : le vaste monde des « décideurs », des « industriels » ou

des « représentants du monde capitaliste ». La plupart des collectifs fonctionnant toutefois de manière décentralisée avec une forte autonomie accordée à chacune des antennes locales, il existe une diversité d'approches dans les convergences observées entre Gilets jaunes et certains collectifs du mouvement climat. Les alliances peuvent être ponctuelles et se restreindre à une simple communication commune aux deux mouvements (banderoles, tribunes, tracts, etc.), ou être plus soutenues et durables avec leur participation régulière à différentes actions collectives (organisation de manifestations, sit-in, etc.) Dans les deux cas, les coalitions observées présentent des degrés variables d'adhésion de la part des activistes, entre craintes de dilution de la cause initiale défendue d'une part, et aspiration à une montée en généralité en vue d'inclure un spectre plus large d'acteurs et d'actrices au sein du mouvement, d'autre part.

- *Avec les luttes intersectionnelles* : Au-delà des luttes menées en lien avec la question de la justice sociale, de nombreux militants rencontrés au cours de l'enquête témoignent d'un intérêt grandissant pour le caractère multidimensionnel des inégalités et des impacts différenciés du changement climatique sur la population. Le concept d'intersectionnalité est alors fréquemment employé par ces activistes pour souligner la façon dont les effets du changement climatique se distribuent inégalement en fonction de certains marqueurs sociaux liés à la classe sociale, l'origine ethnoraciale, le genre ou l'âge des individus. Le réchauffement climatique contribuant à renforcer les inégalités, l'intérêt d'une analyse multifactorielle en relation avec les principes conceptuels de l'intersectionnalité s'est ainsi progressivement précisé au sein du mouvement climat en lui donnant des bases concrètes d'opérationnalisation (tribunes, manifestations, réunions thématiques lors de rassemblements), plus particulièrement à travers les « luttes décoloniales » et l'« écoféminisme ». Mais entre le souhait éprouvé de croiser la lutte contre le dérèglement climatique avec d'autres formes de domination, et le risque ressenti par certains activistes de perdre le fil du débat et la cohérence du motif central de la mobilisation, les jonctions intersectionnelles ne font pas consensus au sein du mouvement. Elles témoignent par ailleurs d'une diversité de réflexions à la fois sur les potentielles convergences entre activistes au niveau local et sur les négociations « par le bas » initiées avec d'autres mouvements.

## L'éco-anxiété : remobilisation des troupes ou dépolitisation des luttes ?

Parmi la variété des motifs avancés par les jeunes activistes pour justifier leur entrée dans le « mouvement climat », l'éco-anxiété est devenue un facteur central de mobilisation. Tout à la fois investie par les collectifs pour répondre à une demande croissante de prise en charge des troubles anxieux en lien avec le dérèglement climatique, et critiquée en raison d'une approche jugée trop individualisante d'un phénomène climatique aux origines et aux effets fondamentalement collectifs, la notion suscite au sein du mouvement de nombreuses controverses. Elle donne plus largement à voir les rapports différenciés que les jeunes activistes entretiennent avec l'action militante. Certains évoquent la nécessité de mettre en place des groupes de soutien, d'entraide ou de parole, pour répondre à une demande croissante de la part de jeunes militants se déclarant affectés par ce trouble, quand d'autres dénoncent un changement de paradigme de l'action militante en y voyant le risque d'une « dépolitisation » des enjeux collectifs portés par le mouvement climat. Par dépolitisation, il est régulièrement entendu le processus de cadrage de ces problèmes dispensant de prendre en compte leur origine structurelle pour leur préférer une attention micro-individuelle.

La médiatisation de la notion a ainsi permis à plusieurs activistes de reconsidérer cette émotion négative à l'aune du collectif, c'est-à-dire d'en faire le signe d'un régime émotionnel partagé dans un même

espace d'engagement. Si « souffrir de l'éco-anxiété » revient à évoquer les troubles individuels de la fragilité psychologique, se dire « éco-anxieux » implique davantage pour nombre d'activistes de se reconnaître dans de nouvelles catégories d'entendement du monde social. Ces catégories contribuent non seulement à établir une reconnaissance collective du mal-être, mais aussi à l'affirmer dans l'espace public et à revendiquer la légitimité des craintes et des angoisses subies. Dans le cas présent, il s'agit de faire des symptômes éco-anxieux un objet de revendication politique en interpellant non l'univers médical pour apporter des traitements individuels au mal-être, mais l'univers politique afin de remédier collectivement aux origines sociales et environnementales des angoisses.

## Des relations avec les élus entre attentes d'articulations et craintes d'instrumentalisation

Les collectifs du mouvement climat sont régulièrement présentés comme des groupes défiants à l'égard des institutions de la vie politique et démocratique et porteurs de discours revendicatifs non pas seulement sur les mesures politiques prises (ou leur absence) contre le dérèglement climatique, mais aussi plus largement sur l'organisation politique du pays en formulant des critiques envers la démocratie représentative, ses institutions et ses élus. Ils ont de ce fait très souvent été décrits dans le discours médiatique et politique comme représentatifs d'une nouvelle génération de citoyens en rupture avec les modèles de participation institutionnelle. Or, entre une sphère de l'action collective s'exerçant de manière alternative et contestataire, et une autre plus institutionnelle de la participation conventionnelle et partisane, il existe entre ces deux polarités des systèmes de relations que la présente enquête permet de mieux connaître en allant au-delà de l'opposition stérile souvent présentée en termes de rivalité, de conflit, d'opposition ou de défiance.

Bien que le mouvement climat soit régulièrement présenté, y compris parfois par les activistes eux-mêmes, comme une mobilisation qui s'inscrit contre les formes instituées de la représentation politique, une large majorité de militants engagés dans les collectifs déclarent adhérer aux principes de la démocratie, mais en y ajoutant un certain nombre de conditions liées notamment à la question du contrôle des élus et de la transparence, des possibilités d'intervention et d'interpellation des citoyens dans les débats publics, et à une plus forte et plus large ouverture à la décision. De ce point de vue, leurs activités politiques s'inscrivent dans une forme de citoyenneté plus exigeante de la démocratie, avec le développement simultané d'une politisation négative et d'une participation politique protestataire (marches, occupation de places, désobéissance civile, etc.) qui interrogent la façon dont les collectifs engagés dans le mouvement climat sont solubles, adaptables ou extérieurs aux formes instituées de la participation politique.

## « Génération climat » versus « boomers » : un conflit de générations ?

Le rapport des jeunes à l'engagement, plus particulièrement dans le domaine du réchauffement climatique, est régulièrement entendu dans les médias en termes d'opposition, voire de fracture entre jeunes activistes regroupés sous l'appellation générique de « génération climat » et les plus âgés, qualifiés de « boomers », renvoyés à leur statut de génération d'après-guerre avantagée par le contexte économique, avides de consommation, peu soucieux de l'environnement et désignés comme responsables de la dégradation environnementale. Les expressions évoquées sont alors régulièrement celles de « clash », de « conflit », de « guerre » ou encore de « fracture » entre une jeunesse considérée



progressiste et politisée, active dans la rue, mais absente des bureaux de vote, et des baby-boomers apathiques et conservateurs et plus fortement mobilisés le jour des élections.

Assez vite, cette clé de lecture révèle un certain nombre d'apories, en ce qu'elle homogénéise des individus qui n'auraient pour seul point commun qu'une date de naissance proche et le fait d'avoir vécu de grands événements collectifs dont il est supposé qu'ils seraient à eux seuls susceptibles de créer un même socle de valeurs, d'aspirations et de préoccupations. Dans le même temps, sans tomber dans les abus d'une interprétation peu soucieuse de l'hétérogénéité des individus qui composent les cohortes, l'analyse générationnelle peut aussi permettre de donner à voir des évolutions sociétales importantes et des transformations progressives des systèmes de normes et de valeurs portés par les nouvelles générations de citoyens, notamment dans le rapport changeant au fil des générations que les hommes et les femmes peuvent entretenir avec la participation politique, et plus spécifiquement encore dans le rapport à l'environnement.

Dans une logique d'union plutôt que de division, et face aux interprétations régulièrement entendues en termes de « fossé générationnel », de « clash » ou d'« opposition », l'enjeu d'une plus forte solidarité intergénérationnelle demeure central pour de nombreux activistes. Au-delà de la sincérité de la démarche, il s'agit aussi plus utilement de diffuser l'image d'un mouvement se devant d'apparaître comme « uni », « solidaire », « respectueux » et « consensuel » afin de contrebalancer les attaques en sectarisme ou en élitisme portées par les médias et reprises par certains adversaires issus du monde économique ou politique. Mais le souci d'union n'efface pas certaines variations intergénérationnelles sur lesquelles certains activistes sont revenus au cours de l'enquête. Des oppositions d'ordre idéologique, politique, économique, militant demeurent toutefois entre les générations, tout comme subsistent, selon plusieurs activistes, des conceptions différentes de la notion d'« urgence » et de son degré d'intensité selon la génération à laquelle on appartient.

## Retrouvez l'intégralité du rapport téléchargeable sur [www.injep.fr](http://www.injep.fr)

### LES JEUNES ACTIVISTES DANS LE(S) MOUVEMENT(S) CLIMAT

À partir d'une enquête qualitative par observation, analyse documentaire et entretiens biographiques, réalisée entre 2021 et 2023 auprès de 52 activistes répartis dans 17 villes, 11 régions de la France hexagonale et 12 collectifs, ce rapport présente les différents ressorts de l'engagement des jeunes dans le « mouvement climat » et met en évidence la diversité de leurs aspirations et préoccupations. À travers l'étude de leurs parcours d'engagement, de leur enfance/adolescence dans le cadre de leur socialisation politique acquise dans différentes instances de socialisation (famille, école, réseaux de sociabilité) jusqu'à leur engagement effectif dans les collectifs, l'enquête apporte des éléments de compréhension à la fois sur les conditions d'entrée dans le mouvement, les « coûts » symboliques éventuels, mais aussi sur les craintes et les espoirs que suscitent ce type d'engagement parfois à « haut risque » lorsque certaines actions et orientations se durcissent. L'approche développée vise aussi à saisir, à un niveau plus global, les lignes de force qui structurent les collectifs ou qui les divisent, en interne comme dans les relations engagées dans le réseau des groupes locaux.

Différentes lignes de démarcation sont apparues au fil de l'enquête, qui portent sur la place de la désobéissance civile et le type d'action à employer pour trouver le juste équilibre entre la « sensibilisation douce » à destination des citoyens et l'« interpellation dure » à l'endroit des décideurs ; sur le degré et le type de négociation avec les élus entre crainte de « récupération » du mouvement et aspiration à des articulations renouvelées avec le champ de la politique traditionnelle ; sur les relations intergénérationnelles entre préservation et nécessaire reconstruction ; sur la place de l'« éco-anxiété » entre angoisse individuelle et accélérateur d'engagement. Enquêter sur ce type de terrain, c'est donc entrer dans un univers de pratiques et de valeurs citoyennes et politiques où se définissent les nouvelles aspirations démocratiques des générations à venir, d'autres façons d'habiter le monde, d'y négocier sa place sociale et politique et de se construire politiquement en relation, ou en opposition avec les générations précédentes.



ISSN : 2727-6465